



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 09 FÉVRIER 2023

L'an deux mille vingt trois, le neuf février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GODET Nathalie

Excusés

POUPON Julien (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
LENUE Françoise (pouvoir à CALVEZ-BARNOT Gaëlle)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
SOUN Véronique (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)
YVINEC Odile (pouvoir à RIOU Michel)

Absents

GOALEC Bernard, CANN Joël

Conseil de Communauté du 9 février 2023
Délibération n°DCC2023_006

Objet	Vote des taux d'impositions 2023
Rapporteur	Frédéric KERLAN
Service	Service Finances
Thème	Finances

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le produit attendu de la fiscalité ménages 2023 a été estimé en intégrant une évolution des bases de 7,10 % conforme à la revalorisation retenue dans le projet de loi finances (7,10%).

Il est proposé, pour les autres impositions disposant d'un vote de taux, de maintenir pour 2023 les dispositions antérieures.

La taxe d'habitation

La loi de finances pour 2020 a acté la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour l'ensemble des ménages français, et prévoit le transfert aux EPCI à fiscalité propre, d'une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Le produit à compenser en 2023 via cette fraction de TVA a été estimé à 6,940 M€ sur la base de celui perçu en 2022 (6,942 M€, contre 6,335 M€ en 2021).

A compter de 2023, les collectivités sont à nouveau compétentes pour voter le taux de la taxe d'habitation qui ne s'appliquera qu'aux résidences secondaires et le cas échéant aux logements vacants.

Aussi, il est proposé pour 2023 de voter le taux applicable en 2019 (10,09%), avant cette réforme, soit de décider un maintien des taux.

Le nombre de résidences secondaires sur le territoire de la Communauté était de 1 317 en 2022, générant un produit de 333 k€.

La taxe foncière sur les propriétés bâties

Cette taxe est due par les propriétaires ou usufruitiers de propriétés bâties. Son taux d'imposition est voté par les collectivités bénéficiaires chaque année.

Les biens passibles de cette taxe sont les suivants :

- local d'habitation,
- parking,
- sol des bâtiments et terrains formant une dépendance indispensable et immédiate d'une construction,
- bateau utilisé en un point fixe et aménagé pour l'habitation, le commerce ou l'industrie,
- bâtiment commercial, industriel ou professionnel,
- installation industrielle ou commerciale (hangar, atelier, cuve, etc.)
- terrain à usage commercial ou industriel ou utilisé, dans certaines conditions, pour la publicité.

Cette taxe a pour mémoire fait l'objet d'une instauration pour les EPCI dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle en 2011, aucun taux n'était jusqu'alors appliqué par la Communauté.

Le conseil de Communauté a voté son taux actuel de 0,30 % en 2016 et l'a maintenu depuis lors.

Le produit de cette taxe s'est élevé en 2022 à 152 k€.

La taxe foncière sur les propriétés non bâties

Cette taxe est due par les propriétaires ou usufruitiers des propriétés non bâties et s'applique notamment aux :

- terres et serres affectées à une exploitation agricole,
- carrières, mines et tourbières,
- étendues d'eau, marais et marais salants,
- sols des propriétés bâties, bâtiments ruraux, cours et dépendances,

- sols occupés par les chemins de fer,
- voies privées, jardins et parcs etc.

Son taux d'imposition est voté par les collectivités bénéficiaires chaque année.

Lors de son transfert à la Communauté en 2011, le taux de cette taxe était de 1,82 %, il a été voté à 1,84 % en 2016 et maintenu depuis lors. Il est proposé de le maintenir également pour 2023.

Son produit 2022 s'est élevé à 30,7 k€.

Il est rappelé qu'à ce produit s'ajoute celui généré par la taxe additionnelle sur les propriétés non bâties, laquelle ne fait pas l'objet d'un taux, et dont le produit était de 73 K€ en 2022.

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

La CFE a été instaurée à la suite de la réforme de la taxe professionnelle en 2011. Son taux initial était fixé à 23,72 % et il a été amené à évoluer une fois en 2016 pour atteindre 24,19 %. Ce taux doit être voté chaque année.

Le taux de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est appliqué sur la base de la valeur foncière des biens mis à disposition de l'entreprise pour l'exercice de son activité. Il s'agit d'une valeur locative calculée en fonction d'une grille tarifaire, dans laquelle sont classés les locaux à usage professionnel ou commercial, en fonction de leur nature ou leur destination.

Chaque année, la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels actualise les valeurs de cette grille tarifaire.

En l'absence ou en cas de base de CFE faible, une base minimum d'imposition est appliquée, selon le chiffre d'affaires ou les recettes générées par le contribuable. Les seuils de ces bases minimum et l'évolution des tranches supérieures ont été votés lors du conseil du 29 septembre 2017.

Le produit de la CFE 2022 s'est élevé à 3,125 M €, le produit estimé pour 2023 a été établi sur la base de l'évolution des dominants transmis par la DDFIP (+ 4,35%), et serait ainsi de 3,265 M €.

Au final, sur ces bases prévisionnelles d'évolution, le produit à inscrire au budget 2023 au titre des impôts directs locaux et regroupant les produits de la taxe d'habitation, du foncier et de la CFE est de 3,8 M€, contre 3,7 M€ en 2022.

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

La TEOM finance les dépenses liées à la collecte et l'élimination des déchets ménagers et assimilés produits sur le territoire.

La Communauté a instauré trois niveaux d'imposition et a ainsi fixé trois taux d'imposition. Ces taux ont été modifiés en 2016 et 2022.

Le produit de la TEOM s'est élevé à 3,779 M € en 2022.

Pour 2023, il est proposé de maintenir les taux de TEOM votés en 2022, ce qui devrait générer un produit de l'ordre de 3,930 M €.

Le taux à 8,91 % est appliqué au seul centre-ville de Landerneau, que l'utilisateur soit desservi par une collecte au porte-à-porte, ou qu'il utilise les colonnes enterrées mises à sa disposition.

Les autres usagers de Landerneau ou des autres communes se voient appliquer le taux pour une tournée hebdomadaire. Cette tournée est alternativement dédiée à la collecte des déchets ménagers résiduels et des produits recyclables.

Enfin, certains usagers contraints par un éloignement des points de collecte bénéficient d'un taux minoré.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'article 16 de la loi de finances pour 2020 actant la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour l'ensemble des ménages français,

Vu les autres taux d'imposition votés chaque année depuis 2016,

Vu les dispositions encadrant l'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties,

Vu les conditions de collecte des déchets sur le territoire de la Communauté,
Vu le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères attendu pour 2022,
Vu les dispositions encadrant l'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties,
Vu les dispositions encadrant l'imposition à la Cotisation foncière des entreprises,
Vu le débat d'orientation budgétaire organisé le 9 décembre dernier,
Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 27 janvier 2023
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 24 janvier 2023
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 10 janvier 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Vote le maintien du taux de la taxe d'habitation, désormais applicable aux seules résidences secondaires et aux logements vacants, à 10,09 % pour 2023.

Article 2 : Vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,30 % pour 2023.

Article 3 : Vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à 1,84 % pour 2023.

Article 4 : Vote le maintien du taux de la Cotisation Foncière des Entreprises à 24,19 % pour 2023.

Article 5 : Décide de maintenir les conditions d'application des taux de TEOM et la notion de tournée.

Article 6 : Vote pour 2023 le maintien des taux de TEOM applicables en 2022 tels que présentés ci-dessous :

Fréquence hebdomadaire et éloignement	Taux 2023
1 tournée > 200 m	6,91 %
1 tournée	7,69%
2 tournées	8,91 %